

Commune de VERS

ANNEXE 1

Evaluations Environnementales

PLU soumis à « Évaluation environnementale » (article R 123-2-1 CU)	Rappel : pour tous les PLU (article R 123-2 CU)
Le rapport de présentation :	Le rapport de présentation :
1° Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;	1° Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1
2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en oeuvre du plan ;	2° Analyse l'état initial de l'environnement ;
3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en oeuvre du plan sur l'environnement Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 214-18 à R. 214-22 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret no 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000	4° Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.
4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré par rapport aux autres solutions envisagées.	3° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable,
Expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement.	Expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement.
Justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2.	Justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2.
5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en oeuvre du plan sur l'environnement et rappelle que le plan fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation ;	
6° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.	
En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.	En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Dimensions	Domaine
<p>La biodiversité et les milieux naturels</p> <p>Objectif : préserver la biodiversité et la vitalité des écosystèmes par le maintien des conditions de reproduction</p>	<p>Espèces</p> <p>Milieux naturels (espaces et fonctionnalités)</p>
<p>Les pollutions et la qualité des milieux</p> <p>Objectif : minimiser les rejets dans les milieux et adapter ces rejets aux capacités de ces milieux.</p>	<p>Air (qualité/rejets)</p> <p>Eaux (qualité/rejets)</p> <p>Sol (qualité)</p> <p>Déchets (quantité/qualité)</p>
<p>Les ressources naturelles</p> <p>Objectif : assurer l'utilisation durable des diverses ressources naturelles physiques (eau, sol, énergie, espace...) en les préservant de manière à ce que les générations futures puissent avoir le même niveau de développement.</p>	<p>Eau (consommation)</p> <p>Sols et espaces (consommation)</p> <p>Énergie et matières premières</p>
<p>Les risques</p> <p>Objectif : minimiser et prévenir les risques naturels, sanitaires et technologiques pour l'homme et pour la nature afin de lutter contre tout ce qui peut porter atteinte à la santé de l'homme et aux espèces vivantes.</p>	<p>Risques naturels</p> <p>Risques miniers</p> <p>Risques technologiques</p> <p>Risques sanitaires</p>
<p>Le cadre de vie</p> <p>Objectif : améliorer le cadre de vie quotidien des hommes et réduire les nuisances (environnement immédiat des lieux de résidence, de travail ou de loisirs : paysages et nuisances acoustiques, esthétiques...)</p>	<p>Paysage</p> <p>Bâtiments</p> <p>Nuisances</p>
<p>Le patrimoine naturel et culturel</p> <p>Objectif : conserver et transmettre aux générations futures des éléments remarquables du patrimoine biologique, paysager ou culturel.</p>	<p>Sites</p> <p>Architecture et monuments</p>

Commune de VERS

ANNEXE 2

Risques technologiques



PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE

1) CONTEXTE

Les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'un réseau de conduites d'intérêt général destinées au transport d'hydrocarbures liquides entre la Méditerranée et la région Rhône-Alpes (constitué des branches B1, B3, C2, B5 et ASY) ont été autorisés par décret du 8 mai 1967 et ont été déclarés d'utilité publique par décret du 29 février 1968.

Les zones auxquelles s'appliquent les servitudes attachées à la construction et à l'exploitation de ces conduites ont été définies par décrets du 16 mai 1959 et du 29 février 1968 pris en application de l'article 11 de la loi de finances de 1958.

Pour connaître le tracé des ouvrages, les servitudes qui s'y rattachent et les éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place, il est nécessaire de prendre l'attache du transporteur :

Société DU PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE
(Direction de l'Exploitation - 38200 VILLETTE DE VIENNE
TEL. : 04.74.31.42.00)

2) RISQUES

Les caractéristiques techniques des ouvrages répondent aux conditions et exigences définies par un règlement de sécurité, garantissant ainsi leur sûreté intrinsèque.

Les conditions opératoires d'exploitation, de surveillance et de maintenance mises en œuvre par le transporteur visent à prévenir les risques inhérents à de tels ouvrages et le développement d'une communication appropriée auprès des riverains est de nature à les réduire.

Le retour d'expérience de l'exploitation et les accidents survenus sur des canalisations de transport montrent cependant que de tels ouvrages peuvent présenter des dangers pour le voisinage. Les deux scénarios envisagés sont :

- » perte de confinement de la canalisation au travers d'une fissure ou d'une corrosion sur un tube. Ce scénario constitue la référence lorsque la canalisation est protégée (c'est-à-dire lorsqu'il existe une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure ou toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu). En effet, au-delà des obligations réglementaires rappelées précédemment, et dans le but de réduire les risques présentés par la canalisation, il est possible de mettre en œuvre une telle protection si elle n'existe pas. L'événement redouté conduit alors à des effets irréversibles, des premiers effets létaux et des effets létaux significatifs limités à des zones situées de part et d'autre de la canalisation figurant respectivement dans les colonnes IRE PC, PEL PC et ELS PC du tableau ci-après. Le coût de cette protection est généralement modéré quand il est ramené à celui d'un projet d'aménagement ou de construction ne nécessitant pas le changement des tubes constitutifs de la canalisation.
- » perte de confinement de la canalisation avec brèche de 70 mm de diamètre suite à une agression externe. Il s'agit du scénario de référence lorsque la canalisation n'est pas protégée et n'est pas susceptible d'être affectée de mouvements de terrain. Les conséquences de ce scénario s'étendraient jusqu'à plusieurs centaines de mètres de part et d'autre de la canalisation pour les effets irréversibles ainsi que pour les premiers effets létaux, et les effets létaux significatifs. Les distances à considérer sont reprises dans les colonnes IRE, PEL et ELS du tableau ci-après.

Ces deux scénarios s'appuient sur le fait que la rupture d'une telle conduite peut provoquer des effets destructeurs dans le cas de l'explosion d'un nuage gazeux dérivant, et des brûlures graves dans le cas d'une fuite enflammée. Les distances évoquées ci-dessus résultent d'une note de modélisation réalisée en février 2007 par le transporteur sur la base des seuils définis dans la circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses. Elles sont susceptibles d'ajustement dans le cadre de la réalisation de la prochaine étude de sécurité, notamment au niveau des points singuliers localisés tels que les tronçons et installations aériens, les zones assujetties à mouvements de terrain, ...

3) DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION

Le risque correspondant aux événements évoqués précédemment, représenté par le couple probabilité / conséquences, est a priori particulièrement faible.

Cependant, le risque nul n'existant pas, il apparaît nécessaire d'inciter les maires à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (significatifs, graves et très graves). A cet effet, ils détermineront, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme.

En particulier, si les maires envisagent de permettre réglementairement la réalisation de projets dans les zones de dangers pour la vie humaine, ils devront prendre a minima les dispositions suivantes :

- dans la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles (cf. colonne IRE du tableau ci-après) : informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'éventuel impact de ces projets sur sa canalisation ;
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (cf. colonne PEL ou PEL PC (*) du tableau ci-après) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie ;
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (cf. colonne ELS ou ELS PC (*) du tableau ci-après) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

Le tableau ci-après définit en fonction du tronçon concerné :

- » la zone correspondant aux effets irréversibles (IRE),
- » la zone correspondant aux premiers effets létaux (PEL),
- » la zone correspondant aux effets létaux significatifs (ELS),
- » la zone correspondant aux effets irréversibles après mise en place d'une protection complémentaire (*) de la canalisation (IRE PC),
- » la zone correspondant aux premiers effets létaux après mise en place d'une protection complémentaire (*) de la canalisation (PEL PC),
- » la zone correspondant aux effets létaux significatifs après mise en place d'une protection complémentaire (*) de la canalisation (ELS PC),

(*) La mise en place d'une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure, ou de toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu, permet de réduire les zones de dangers.

Distance en mètres à prendre en compte de part et d'autre de l'axe de la canalisation

Branche	Type d'environnement	IRE (Zone des dangers significatifs)	PEL (Zone des dangers graves)	ELS (Zone des dangers très graves)	Après mise en place d'une protection complémentaire	
					IRE PC (Zone des dangers significatifs)	ELS PC (Zone des dangers très graves)
B3	Implantation en zone rurale Cas général	250	200	165	55	40
	Implantation en zone rurale Cas particulier (forêt, vallée encaissée)	250	200	165	75	40
	Implantation en zone urbaine	250	200	165	60	40
ASy	Implantation en zone rurale Cas général	230	180	145	45	35
	Implantation en zone rurale Cas particulier (forêt, vallée encaissée)	230	180	145	55	35
	Implantation en zone urbaine	230	180	145	45	35
C2 / B5	Implantation en zone rurale Cas général	250	200	160	50	40
	Implantation en zone rurale Cas particulier (forêt, vallée encaissée)	250	200	160	65	40
	Implantation en zone urbaine	250	200	160	50	40
B1	Implantation en zone rurale Cas général	320	310	210	60	45
	Implantation en zone rurale Cas particulier (forêt, vallée encaissée)	390	310	210	85	45
	Implantation en zone urbaine	300	240	210	75	45

IRE Distance correspondant aux effets irréversibles, de part et d'autre de l'axe de la canalisation
 PEL Distance correspondant aux premiers effets létaux, de part et d'autre de l'axe de la canalisation
 ELS Distance correspondant aux effets létaux significatifs, de part et d'autre de l'axe de la canalisation
 IRE PC Distance correspondant aux effets irréversibles, de part et d'autre de la canalisation, après mise en place d'une protection complémentaire
 PEL PC Distance correspondant aux premiers effets létaux, de part et d'autre de l'axe de la canalisation après mise en place d'une protection complémentaire
 ELS PC Distance correspondant aux effets létaux significatifs, de part et d'autre de l'axe de la canalisation après mise en place d'une protection complémentaire

Nota : Les valeurs IRE PC, PEL PC, et ELS PC peuvent être ramenées respectivement à 20 m, 15 m et 10 m lorsque la population susceptible d'être exposée en cas de fuite a la possibilité d'évacuer le secteur sans difficultés.

Commune de VERS

ANNEXE 3

Zones humides

INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES DE HAUTE-SAVOIE

TABLEAU RECAPITULATIF DES ZONES HUMIDES COMMUNALES

VERS

1067	Maison Neuve / à l'Est du point côté 675 m
1068	Chez Buet Nord-Est / 150 m à l'Ouest du point côté 731 m
1301	Bois aux Reynauds / 250 m au Nord-Ouest de la borne 738 m

INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES HAUTE-SAVOIE

VERS

Maison Neuve / à l'Est du point côté 675 m

Altitude en m : 675

Superficie en m² : 7210

- EVALUATION PATRIMONIALE -

Flore : Intérêt LIMITE
Faune : Intérêt MOYEN
Hydraulique : Intérêt LIMITE
Autre(s) : Cynégétique

FORMATIONS VEGETALES

GROUPEMENTS A REINE DES PRES ET
 COMMUNAUTES ASSOCIEES
 FORMATIONS RIVERAINES DE SAULES
 FORMATIONS A GRANDES LAÏCHES
 (MAGNOCARIÇAIES)

Niveau de connaissance : Prospection insuffisante

FLORE - FAUNE

FLORE

Aucune espèce de valeur connue

FAUNE

Aucune espèce de valeur connue

NUISANCES ET DEGRADATIONS

pas d'activité marquante

atterrissement, envasement, assèchement

agriculture

comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides

agriculture

traitement de fertilisation et pesticides

GESTION - REMARQUES

- Prairies hautes à *Solidago glabra* et *Epilobium hirsutum*
- Magnocariçaie à *Carex acutiformis*
- saulaie buissonnante
- Haie de saules blancs taillés en têtards au Nord
- Forte pression agricole

HYDRAULIQUE

Bassin versant amont

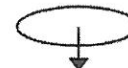
tissu urbain discontinu
 réseaux routier et ferroviaire et espaces associés
 terres arables hors périmètres d'irrigation
 prairies

Alimentation

Canaux/fossés
 Ruissellement diffus

Connexion
 aux eaux
 de surface

sortie



Un exutoire au Sud / Récepteur : Le Flon

Bassin versant aval : Les Usses du ruisseau de la Férande inclus au

- Dépression longitudinale alimentée par les eaux de ruissellement ainsi que des drains agricoles.
- Bassin versant amont pastoral et céréalière.
- Exutoire au Sud en direction du marais de Minzier.
- Zone humide à la source du ruisseau du Flon : rôle de production d'eau.
- Perturbations : drainage et pollutions agricoles alentours.

SITUATION REGLEMENTAIRE ET INVENTAIRES

ZNIEFF :

INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES HAUTE-SAVOIE

VERS

Chez Buet Nord-Est / 150 m à l'Ouest du point côté 731 m

Altitude en m : 715

Superficie en m² : 113740

- EVALUATION PATRIMONIALE -

Flore : Intérêt MOYEN
Faune : NON EVALUE
Hydraulique : Intérêt LIMITE
Autre(s) :

FORMATIONS VEGETALES

GROUPEMENTS A REINE DES PRES ET
 COMMUNAUTES ASSOCIEES
 PRAIRIES HUMIDES OLIGOTROPHES
 Prairies mésophiles
 FORMATIONS A GRANDES LAÎCHES
 (MAGNOCARIÇAIES)
 Bas-marais et sources

Niveau de connaissance : Prospection insuffisante

1 visite(s) de 2010 à 2010

FLORE - FAUNE

FLORE

Aucune espèce de valeur connue

FAUNE

Aucune espèce de valeur connue

NUISANCES ET DEGRADATIONS

pas d'activité marquante

atterrissement, envasement, assèchement

GESTION - REMARQUES

- Prairies hautes à *Filipendula ulmaria* en mélange avec laiches, molinie.
- Présence de saules et trembles.

HYDRAULIQUE

Bassin versant amont

terres arables hors périmètres d'irrigation

prairies

forêts mélangées

Alimentation

Ruissellement diffus

Connexion
aux eaux
de surface

inconnue

?

Pas d'exutoire apparent / Récepteur non identifié

Bassin versant aval : Le Rhône de l'Allondon à l'Annaz

- Petite surface humide relictuelle.
- Intérêt hydraulique très limité.

SITUATION REGLEMENTAIRE ET INVENTAIRES

ZNIEFF :

INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES HAUTE-SAVOIE**VERS**

JONZIER-EPAGNY, VERS

Bois aux Reynauds / 250 m au Nord-Ouest de la borne 738 m

Altitude en m : 725

Superficie en m² : 42260**- EVALUATION PATRIMONIALE -**

Flore : NON EVALUE
Faune : Intérêt MOYEN
Hydraulique : Intérêt LIMITE
Autre(s) :

FORMATIONS VEGETALES

GROUPEMENTS A REINE DES PRES ET
 COMMUNAUTES ASSOCIEES
 Forêts et fourrés alluviaux ou très humides
 Bas-marais et sources
 BAS-MARAIS ALCALINS

Niveau de connaissance : Prospection insuffisante

FLORE - FAUNE**FLORE**

Aucune espèce de valeur connue

FAUNE

Aucune espèce de valeur connue

NUISANCES ET DEGRADATIONS

pas d'activité marquante

atterrissement, envasement, assèchement

agriculture

comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides

GESTION - REMARQUES

- Marais non exploité

HYDRAULIQUE**Bassin versant amont**

terres arables hors périmètres d'irrigation

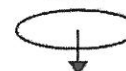
Alimentation

Canaux/fossés

Ruissellement diffus

**Connexion
aux eaux
de surface**

sortie



Un exutoire au Nord / Récepteur : Ruisseau de Chénex

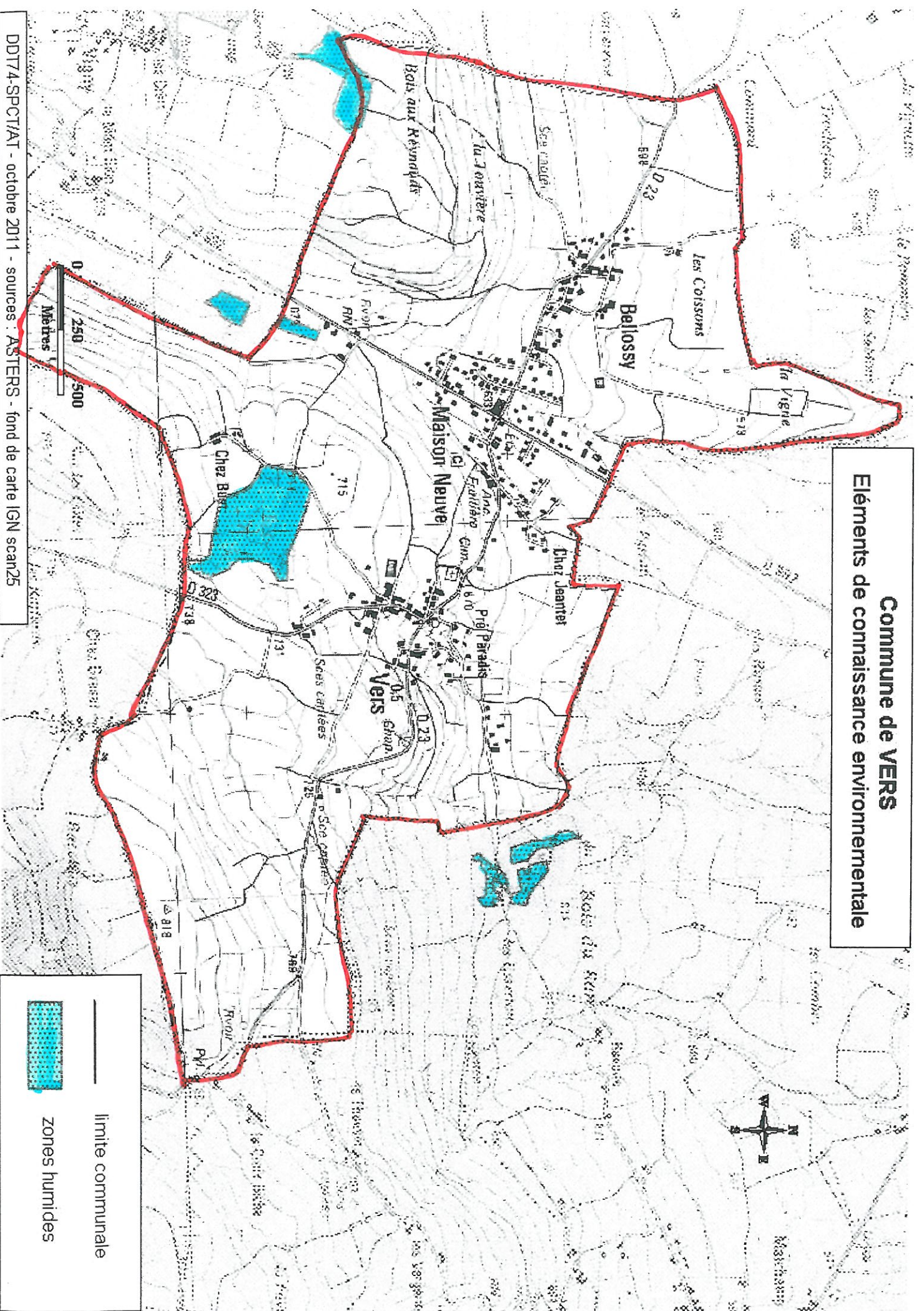
Bassin versant aval : Le Rhône de l'Allondon à l'Annaz

- Zone humide installée sur un replat.
- Bassin versant amont céréalier.
- Zone humide alimentée par ruissellement et drains agricoles.
- L'exutoire se situe au Nord, il s'agit d'un ruisseau temporaire alimentant le ruisseau de Chénex.

SITUATION REGLEMENTAIRE ET INVENTAIRES

ZNIEFF :

Commune de VERS Éléments de connaissance environnementale



limite communale

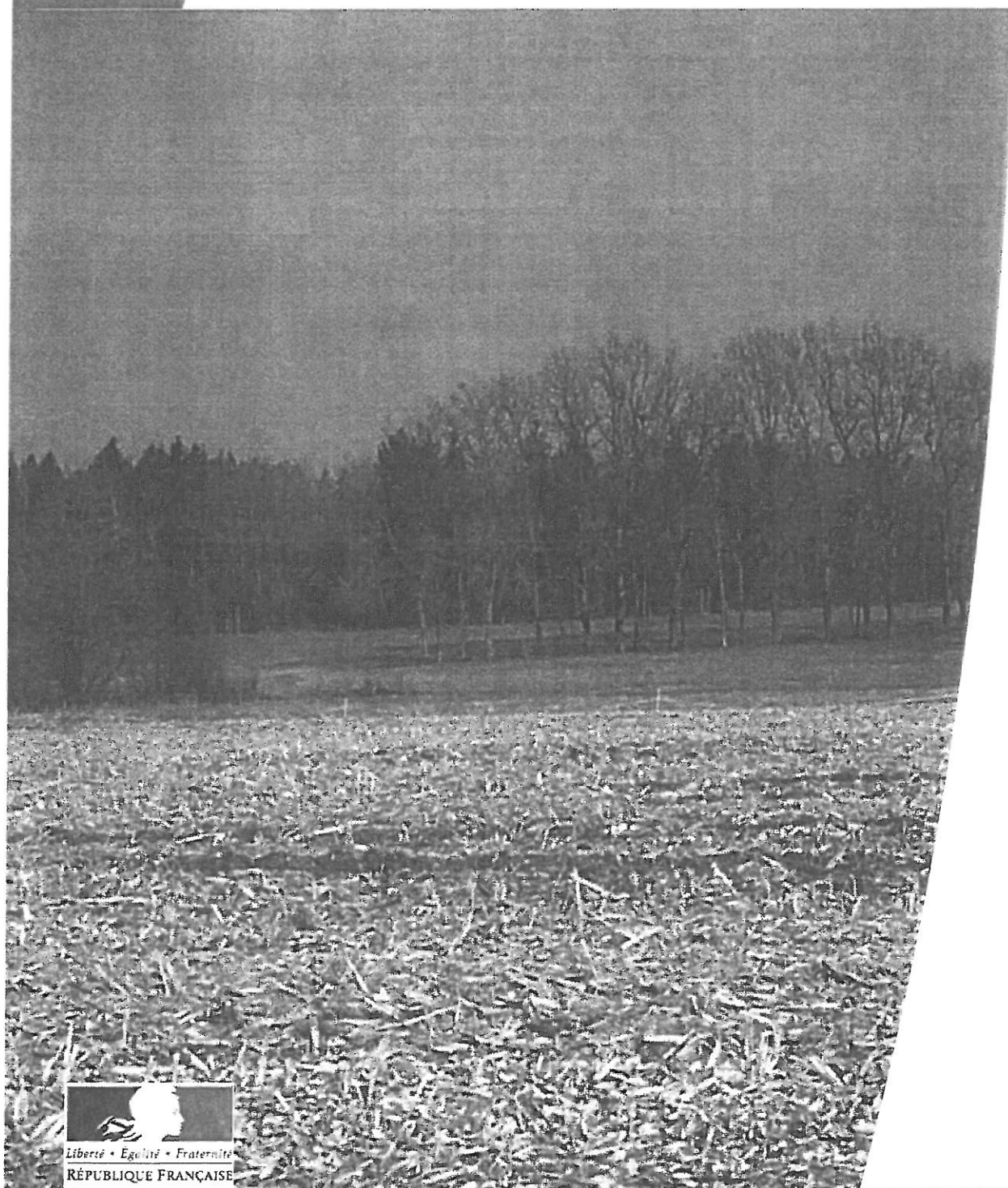
zones humides

Commune de VERS

ANNEXE 4

Les forêts

Prise en compte des espaces boisés lors de l'élaboration d'un PLU



Lexique

- **Défrichement** : opération ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière
- **ZNIEFF** : zone d'intérêt écologique floristique et faunistique
- **Ripisylve** : frange boisée bordant le lit d'un cours d'eau
- **Corridor biologique** : espace naturel libre d'obstacles offrant des possibilités de libre circulation de la faune

Ce document a été réalisé dans le cadre du plan
Forêt pour la Haute-Savoie



Avant de détailler les différentes possibilités de classement des espaces boisés en fonction des enjeux qu'ils représentent, il convient de rappeler que ces espaces sont des espaces naturels, nécessitant l'intervention humaine.

Ces espaces nécessitent une véritable politique de gestion, entraînant des **pratiques d'exploitations** qu'il convient de prendre également en compte dans les documents d'urbanisme, au même titre que les espaces boisés eux-mêmes.

Trois points de vigilance sont à relever :

- le **transport des bois** : vérifier, maintenir, (re) créer des accès à la forêt pour les grumiers (géométrie des voies, tonnage)
- les **places de stockage des bois** ou d'arrimage **câble aérien** : secteur(s) à identifier et à ne pas urbaniser (possibilité de mettre en place un ou des emplacements réservés)
- et afin l'**urbanisation autour des scieries** (problèmes sonores, problèmes en cas d'extension).

PLU : 3 mesures d'identification et de protection des espaces boisés dans un plan local d'urbanisme

Le classement en zone naturelle et forestière : zone N

Les espaces boisés de la commune dans leur ensemble devraient être classés en zone naturelle et forestière.

Ce classement permet de mettre en place une réglementation sur les modes d'occupation et d'utilisation du sol.

Le code de l'Urbanisme ne réglemente pas les coupes et abattages d'arbres, qui restent soumis à la réglementation du code Forestier.

Servitude au titre de l'article L123-1-7 du code de l'Urbanisme

Cette servitude offre la possibilité de préserver des éléments de patrimoine bâti ou végétal, dans le cadre d'un PLU où elle doit être expressément justifiée, notamment dans le rapport de présentation. Son instauration permet la mise en place d'une réglementation particulière, adaptée à chaque élément boisé identifié.

La **réglementation est souple** et peut être modulée dans le corps même de la règle du PLU.

Servitude au titre de l'article L130-1 du code de l'Urbanisme

Il s'agit d'une protection stricte du code de l'Urbanisme qui entraîne le rejet de plein droit de toute demande de défrichement et qui soumet les coupes et abattages d'arbres à déclaration préalable afin d'assurer la protection des éléments ou espaces boisés (coupe supérieure à 1 ha ou sur fortes pentes). Elle permet aux communes d'affirmer la vocation forestière de certaines zones.

Chacune de ces trois mesures de protection des espaces boisés possède un degré de protection différent. Leur utilisation est guidée en fonction des objectifs de conservation souhaités.

Il est nécessaire de prendre en compte dans l'instauration de ces servitudes les projets d'intérêt général que la commune envisage de mettre en oeuvre à l'échéance de son PLU (ex : STEP, captage d'eau, relai téléphonique...)

Les principales caractéristiques des servitudes L 123-1-7° et L 130-1 du code de l'urbanisme

	Article L 123-1-7°	Article L 130-1
Objet	Identifier et localiser les éléments du paysage et délimiter des secteurs à protéger ou à mettre en valeur.	Classer comme espaces boisés les bois, forêts, parcs à conserver ou à créer. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignement.
Finalité	Mesures appropriées à chaque élément. Réglementation souple modulée dans la règle de PLU.	Protection stricte et encadrée. Réglementation prévue par le PLU.
Champ d'application matériel	Éléments isolés, Alignements d'arbres ou de haies, Secteurs d'intérêt écologique, Espaces bâtis mais comportant une dominante végétale par la qualité de parcs et jardins, Espaces paysagers en cœur d'îlots.	espaces boisés, bois, forêts, parcs à conserver ou à créer, arbres isolés, haies..., plantations d'alignement.
Champ d'application géographique du PLU	Peut concerner toutes les zones du PLU (U, AU, A, N). Les règles seront plus détaillées dans les zones U et AU.	Peut concerner toutes les zones du PLU (U, AU, A, N) En règle générale, les forêts sont classées en zone naturelle forestière.
Cohérence entre les pièces du PLU	Cohérence entre les dispositions de l'article 13 et les pièces informatives.	Cohérence entre les dispositions de l'article 13 et les pièces informatives.
Effets sur les occupations du sol	Application de la protection prévue dans les dispositions du PLU. Déclaration préalable en cas de modification ou de suppression d'un élément identifié.	Interdiction de tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements. Interdiction de défricher. Déclaration préalable dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2007 (coupe « forte » > 1 ha ou sur les fortes pentes).
Gestion de la protection dans le PLU	Procédure de révision du PLU en cas de réduction ou de suppression de la protection édictée en raison de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. Les changements apportés devront être analysés et justifiés.	Procédure de révision du PLU en cas de réduction ou de suppression d'un espace boisé classé inscrit au PLU. Les changements apportés devront être analysés et justifiés.

Quel classement pour les espaces boisés ?

Pour chaque espace boisé identifié :

Est ce que l'espace boisé joue :

- un rôle de protection contre des risques naturels qui menacent la sécurité publique ?
- un rôle écologique ?
- un rôle social ou récréatif ?
- un rôle paysager ?
- un rôle patrimonial ?

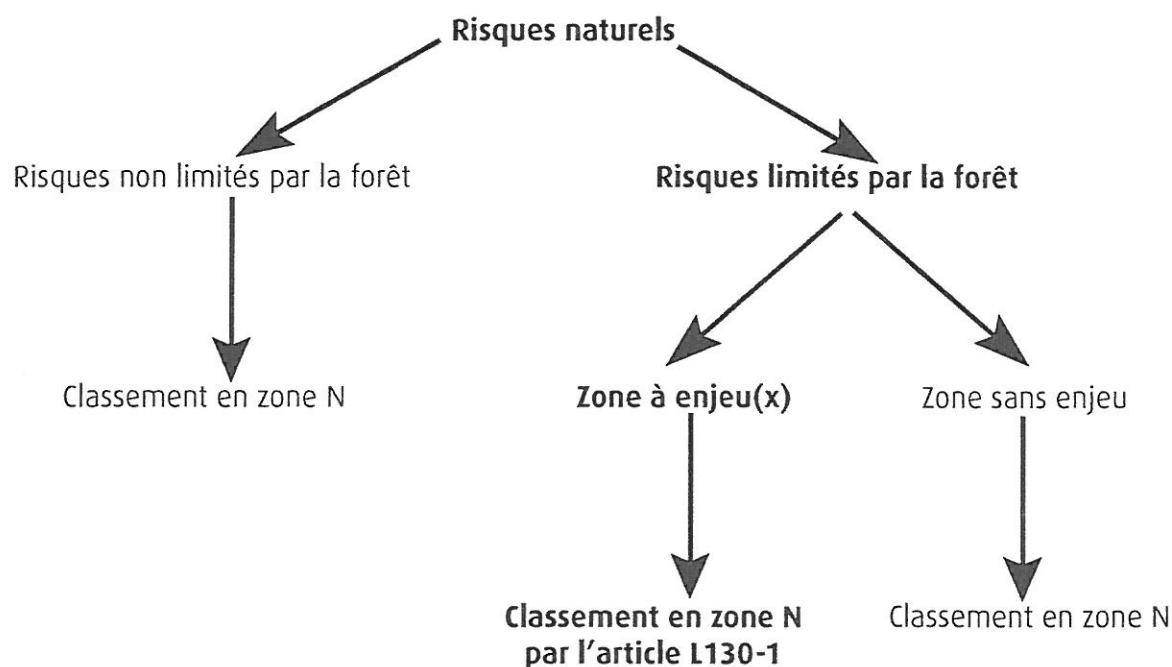
Est-ce que pour chaque rôle joué par la forêt la zone d'étude présente un enjeu avéré ?

Enjeu : protection de la sécurité publique vis-à-vis des risques naturels

Fonctions à identifier

	oui	non
Chutes de pierre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Érosion du sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Glissement de terrain	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avalanches	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Maintien des berges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Débordement torrentiel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Stabilité de la chaussée en amont/aval	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Méthode

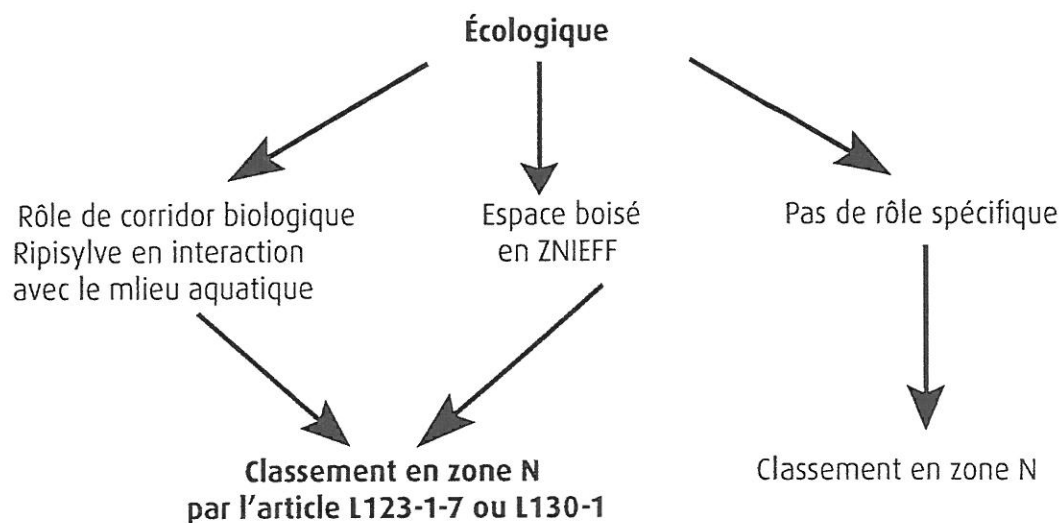


Enjeu : Écologique, préservation de la richesse biologique et de la diversité des écosystèmes

Fonctions à identifier

	oui	non
Présence de zones boisées en ZNIEFF	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Corridors biologiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ripisylve (interaction avec le milieu aquatique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Méthode



Enjeu : Paysage

Fonction à identifier

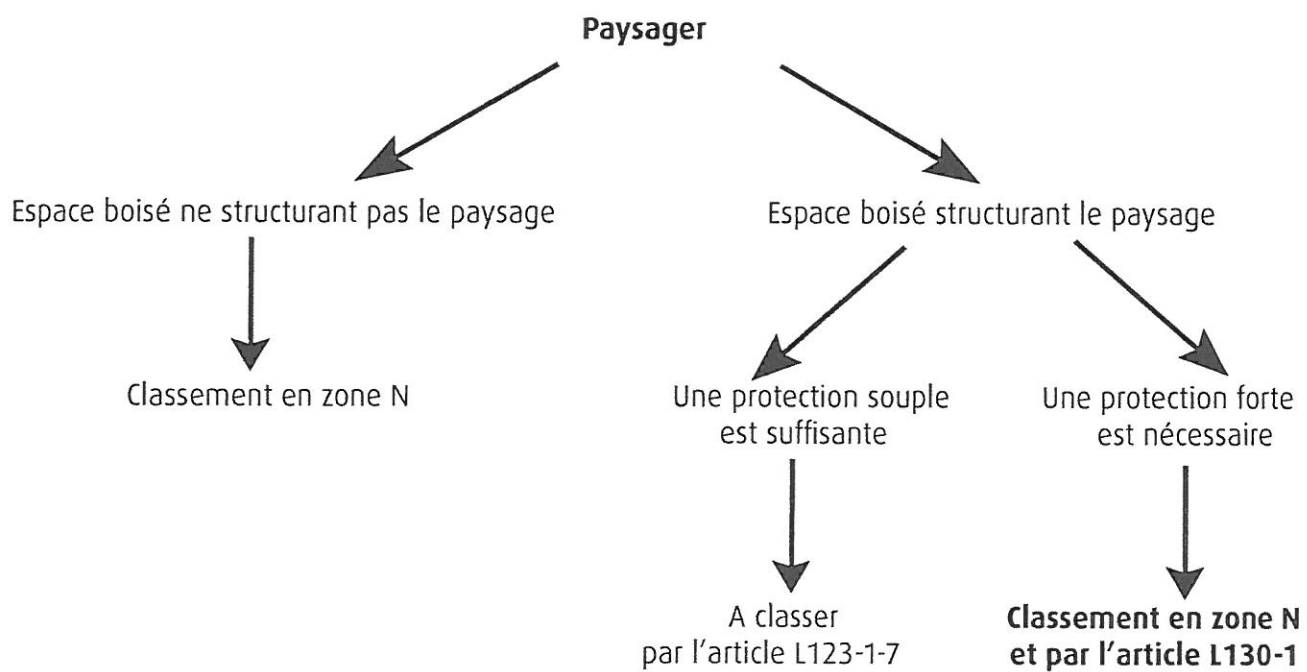
☐☐

oui

non

Espace boisé visible depuis plusieurs point de vue

Méthode



Enjeu : Social et récréatif

Fonction à identifier

Accueil du public

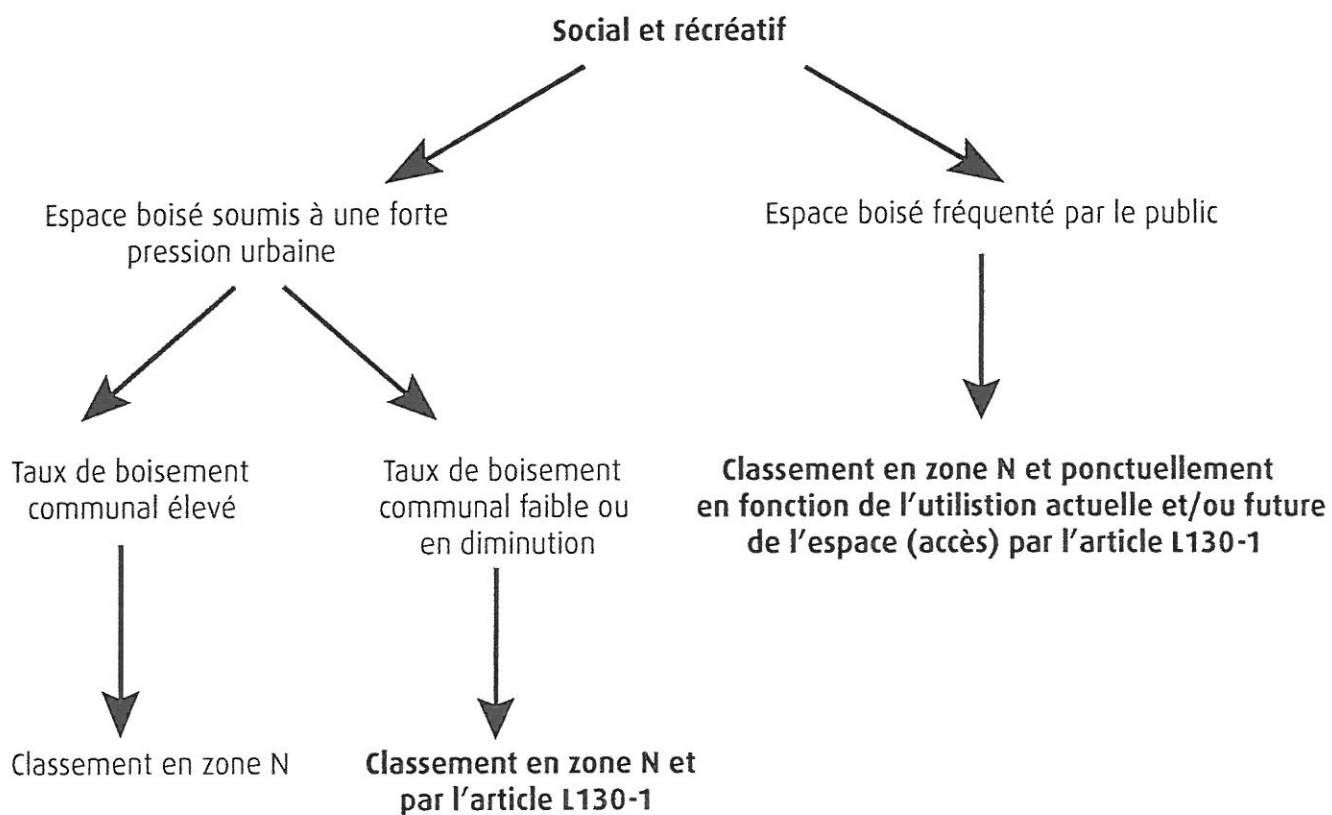
oui

☐

non

☐

Méthode



Enjeu : Patrimonial

Fonction à identifier

Age, hauteur, circonférence, particularités
intérêts physiologiques ou biologiques
esthétique...

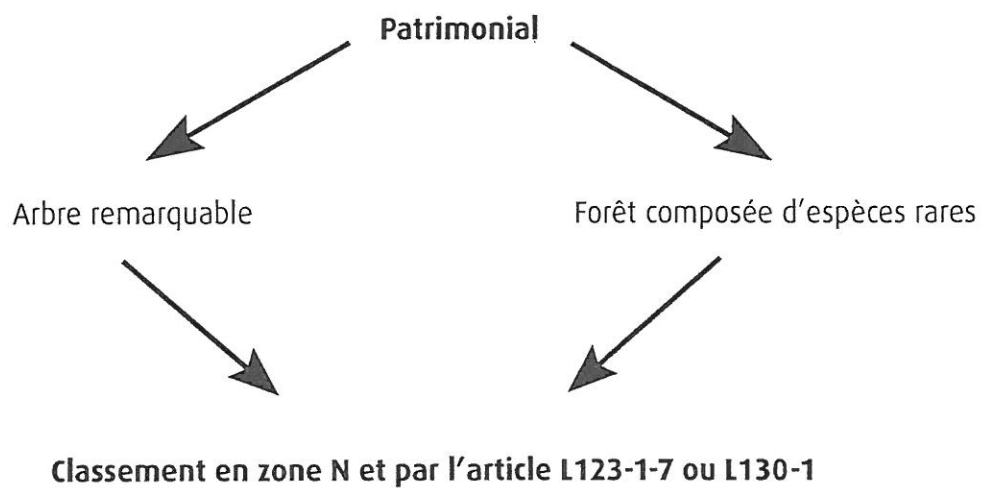
oui

☐

non

☐

Méthode

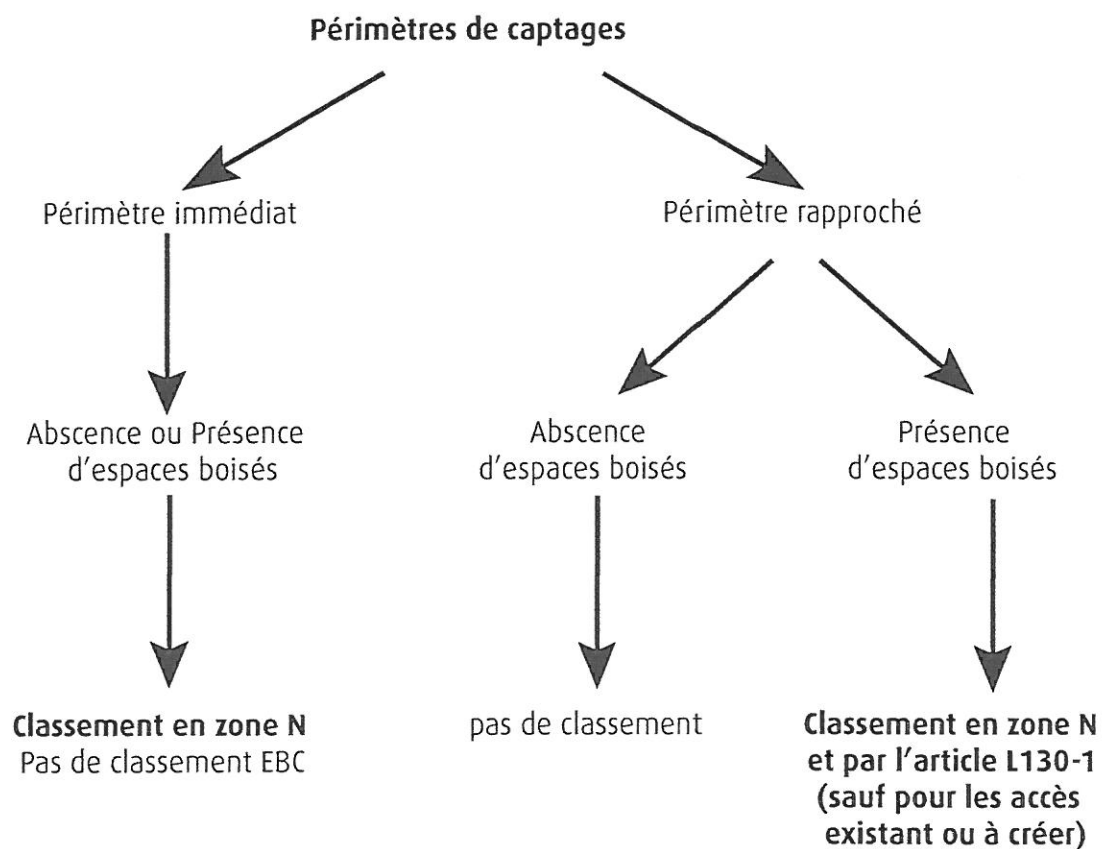


Enjeu : Périmètre de captages

Fonctions à identifier

	oui	non
Plan de servitudes d'utilité publique de la commune	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Photos aériennes et cartes IGN	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information géographique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Méthode





**Direction départementale des Territoires
de la Haute-Savoie**

15 rue Henry Bordeaux 74998 Annecy cedex 9

Tél. 04 50 33 78 00

Fax. 04 50 27 96 09

www.haute-savoie.pref.gouv.fr

www.haute-savoie.equipement-agriculture.gouv.fr

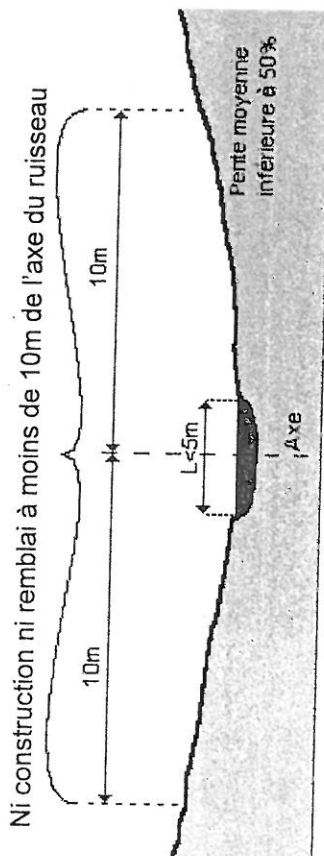
Commune de VERS

ANNEXE 5

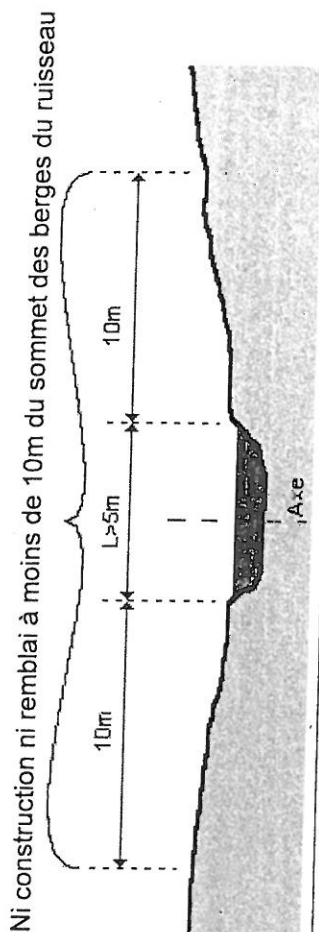
**Mesures conservatoires le long des
ruisseaux et torrents**

MESURES CONSERVATOIRES LE LONG DES RUISSEAUX ET TORRENTS

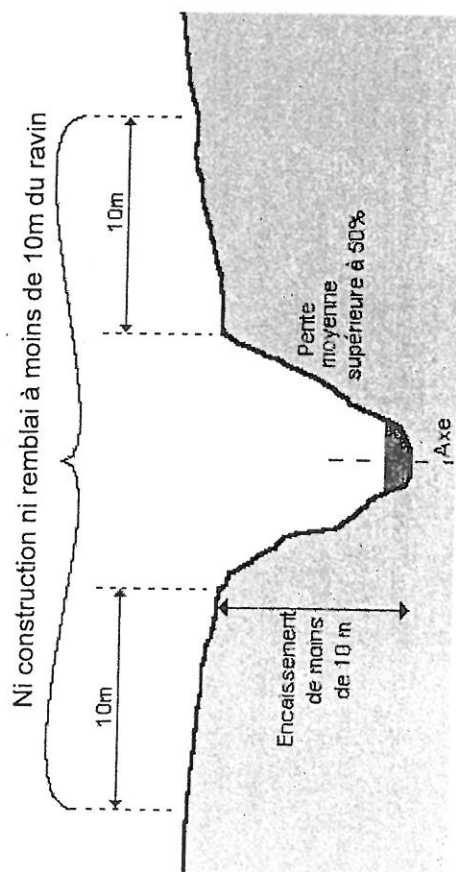
**Cas n°1 : Ruisseau sans ravin (pente moyenne des berges <50%)
Largeur du lit (L) inférieure à 5m**



**Cas n°2 : Ruisseau sans ravin (pente moyenne des berges <50%)
Largeur du lit (L) supérieure à 5m**

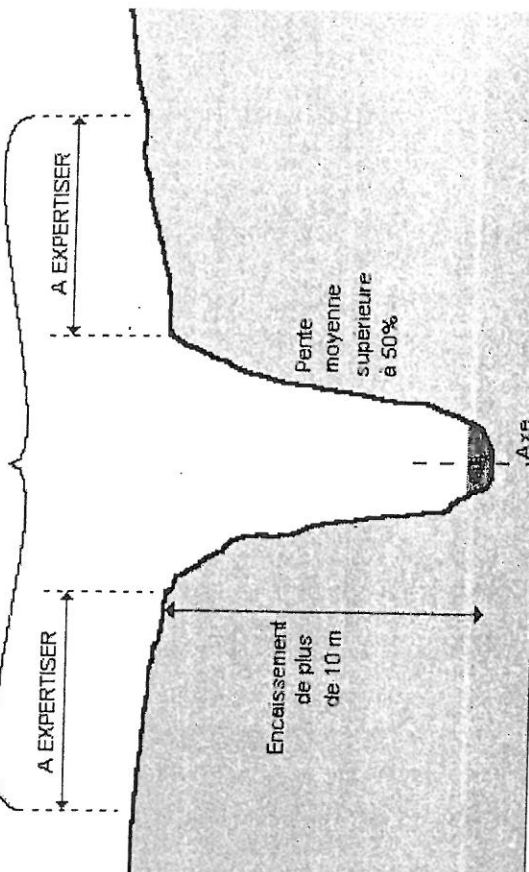


**Cas n°3 : Ruisseau s'écoulant au fond d'un ravin
de moins de 10m de profondeur**



**Cas n°4 : Ruisseau s'écoulant au fond d'un ravin
de plus de 10m de profondeur**

Délimitation de la bande inconstructible à expertiser sur le terrain, comprise entre 10m et la profondeur d'encaissement maximum



Commune de VERS

ANNEXE 6

Archéologie

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale
des affaires culturelles
de Rhône – Alpes

Service régional de
l'archéologie
Affaire suivie par :
Laurence OLLIVIER

Tél. (33) [0]4 72.00.44.69
fax (33) [0]4 72.00.44.57
courriel : laurence.ollivier@culture.gouv.fr

SERVICE AMÉNAGEMENT, RISQUES				
Arrivé le :		N°		
DIFFUSION	ATTR	REP	AVIS ELEM REP	INFO
Chiefs de service				
Secrétaires				
Appréhension des risques				
Atelier Aménagement				
Planification				
Prévention des risques				
Observations :				

La Conservatrice régionale de l'archéologie
à

Préfet de Haute-Savoie
Direction départementale des
Territoires
service aménagement des risques
cellule planification
15 rue Henry Bordeaux
74998 ANNECY CEDEX 9

Lyon, le 3 novembre 2011

Objet : **74 - Vers - révision du P.L.U.**

Réf : 2011/8101/LO/MNT

P.J. :1

En réponse à votre courriel relatif au recensement des enjeux de l'Etat dans le cadre de la révision du Plan local d'urbanisme de la commune de Vers, j'ai l'honneur de vous apporter les informations suivantes concernant le patrimoine archéologique :

La protection des sites archéologiques relève des dispositions relatives à la prise en compte du patrimoine archéologique dans les opérations d'urbanisme.

Les vestiges archéologiques connus sur le territoire de la commune sont localisés sur la carte jointe. Il s'agit de :

- 1 / Notre-Dame / Chef-lieu / église / Époque moderne
- 2 / Petit crêt dominant le village au sud-ouest / Bracosson / habitat / Gallo-romain
- 3 / Marteray à l'ouest du village / cimetière / Haut Moyen Age
- 4 / Chez Jeantet / Gallo-romain / céramiques, tuiles
- 5 / Notre-Dame / Chef-lieu / église / Époque contemporaine
- 6 / Petit crêt dominant le village au sud-ouest / Bracosson / cimetière / Haut Moyen Age ?

Les dispositions relatives à la protection du patrimoine archéologique et à sa prise en compte dans les opérations d'urbanisme peuvent être mises en œuvre par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme (art. R111-4 du code de l'urbanisme, art. 7 du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive).

SARICP		
Arrivée le 4 NOV. 2011		
DIFFUSION	ATTR	INFO
Chiefs de service		
Secrétaires		
Appréhension des risques		
Atelier Aménagement		
Planification		
Prévention des risques		
Observations :		

Anne LE BOT-HELLY

Vers (74)
révision du PLU
sites archéologiques recensés
état octobre 2011

